

## Burundi : la société civile appelle la population à boycotter les élections

@rib News, 26/06/2015 – Source AFP La société civile a appelé la population du Burundi à boycotter le simulacre d'élections censées d'aboutir lundi avec des législatives et communales et la communauté internationale à ne pas reconnaître les scrutins, dans un communiqué reçu vendredi. Face au forçage électoral du président (Pierre) Nkurunziza, le peuple burundais est appelé à boycotter systématiquement le simulacre d'élections non consensuelles qui débutent le 29 juin, ont déclaré les principaux représentants de la société civile.

L'opposition politique avait un peu plus tôt annoncé elle-même boycotter les législatives et communales, ainsi que la présidentielle du 15 juillet où le président Nkurunziza brigue un 3e mandat controversé. Le secrétaire général de Ban Ki-moon, suivant une recommandation de son envoyé spécial dans le pays, a, lui, réclamé le report des scrutins en raison du climat politique et de sécuritaire. Les Burundais ont face à eux un président qui ne pense qu'à ses propres intérêts, poursuivent les organisations de la société civile, un ensemble d'ONG, associations et groupes très actifs dans la contestation qui secoue le Burundi depuis des semaines. Comment se peut-il que le président de la République continue de battre campagne et à marginaliser tous ceux qui sont contre son troisième mandat alors qu'environ une centaine de Burundais ont jusqu'ici été tués par la police et la milice Imbonerakure, la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, se demande la société civile ? Le communiqué ajoute que des milliers de Burundais ont déjà fui le pays, un millier de manifestants pacifiques ont été arrêtés, torturés, croupissent actuellement dans les cachots et dans des lieux de détention privés et que même les hauts cadres du parti continuent à s'exiler. Pour les signataires, les conditions qui prévalent actuellement au Burundi et surtout sans aucune couverture médiatique garantissant la fiabilité du processus électoral, des élections libres, crédibles, démocratiques et transparentes ne peuvent pas se tenir. Ils jugent qu'il n'est pas trop tard pour bien faire et appellent une nouvelle fois le président Nkurunziza à renoncer au troisième mandat. Mais ils demandent en attendant à la communauté internationale et tous les partenaires du Burundi de s'abstenir d'accompagner de quelque manière que ce soit ni de reconnaître la validité de ces élections qui ne remplissent aucun critère démocratique. La société civile est depuis le début en pointe dans la lutte contre un troisième mandat de Pierre Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010. Comme l'opposition politique, elle juge ce troisième mandat contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha qui avait ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006).